

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
Réf : FQR

ARRÊTE

de mise en demeure à l'encontre de la société
Etienne LACROIX Tous Artifices à
SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES

M 0 1 5

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mars 2006 autorisant la société LACROIX Tous Artifices à continuer d'exercer ses activités sur le site de Sainte Foy de Peyrolières;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées daté du 25 novembre 2009 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 24 octobre 2009 ;

Considérant que les conditions actuelles de surveillance et de gardiennage du site ne répondent pas aux exigences du point 6.1 2^{ème} alinéa des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006 susvisé ;

Attendu qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La société LACROIX Tous Artifices, pour le site qu'elle exploite à SAINTE-FOY-de-PEYROLIERES, est mise en demeure, **sous 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de répondre aux exigences du point 6.1 2^{ème} alinéa des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006, en assurant un gardiennage permanent du site, notamment en dehors des périodes de travail. 15/4/10

ARTICLE 2 : A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

.../...

ARTICLE 3 : Délais et voie de recours :

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du
logement Midi-Pyrénées, inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Toulouse, le 15 FEV. 2010

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet chargé de Mission
auprès du Préfet de la Haute-Garonne

Yann LUDMANN